

EN BREF

Le territoire est soumis à des risques naturels, principalement les inondations, en raison des spécificités hydromorphologiques. Les activités industrielles, actuelles ou passées, sont aussi source de risques technologiques: installations classées pour la protection de l'environnement, risques miniers (même rares) tels qu'émanations de grisou, mouvements de terrains ou inondations en cas d'arrêt des stations de relevage et de pompage des eaux (communes minières).

Risques naturels

On distingue plusieurs risques naturels sur le territoire:

- le risque "inondation" qui peut être classé en 3 catégories (par débordement de cours d'eau, par ruissellement - coulée de boues, par remontée de nappe)
- le risque "mouvement de terrain".

46 communes sont concernées par des arrêtés de catastrophe naturelle associant à la fois l'**inondation par débordement de cours d'eau, par ruissellement - coulée de boue et mouvement de terrain**.

2 communes présentent des arrêtés de catastrophe naturelle d'inondation **par remontée de nappe**. Il s'agit de Fenain et de Vicq. Ces phénomènes sont liés aux caractéristiques hydromorphologiques du territoire. On assiste à la fois à des remontées de nappe alluviale, et de nappe de la craie dans les zones où elle est libre au sud et à l'est du territoire ("sols à risque de submersion").

12 communes font l'objet d'un Plan de Prévention des Risques Inondations (PPRI) prescrit le 13 février 2001 (suite à 3 arrêtés de catastrophe naturelle). Ils sont liés notamment aux crues majeures observées en 1993-1994 (crues hivernales estimées de fréquence supérieure à la décennale), janvier 1995 et janvier 2001. Les zones inondées lors de la crue de 1993-1994 ont été cartographiées suite à une campagne de photos aériennes.

Les 6 communes du bassin hydrographique de la Scarpe (Lecelles, Nivelle, Beuvry, Sars-et-Rosières, Fenain et Hérin) n'ont pas fait l'objet de PPR approuvé car l'atlas des zones inondables de ce secteur n'est pas réalisé. Pour les 6 communes du Bassin de l'Escaut concernées (Vieux-Condé, Vicq, St-Aybert, Thivencelle, Quiévrechain, Crespin), bien que les atlas aient été réalisés (Aunelle-Hogneau et Rhonelle), les PPR n'ont pas non plus été approuvés. Ainsi, aucun document d'urbanisme du territoire n'intègre à ce jour les zones d'aléas telles qu'elles devraient être prescrites par les PPR.

Signalons également le risque "sécheresse", qui fait l'objet d'un arrêté-cadre depuis 2005, activé sur la période 2005-2006. On assiste en effet à des événements où la recharge de l'aquifère est insuffisante par rapport aux prélèvements opérés. Il s'agit là d'une "sécheresse" vis-à-vis de la nappe de la craie et donc des principaux cours d'eau qu'elle alimente.

Ces risques **inondations - sécheresse coexistent**, à tel point qu'on a pu observer en 2005, une sécheresse sévère sur les nappes avec une inondation estivale (due à une intensité très forte de précipitations : + de 100 mm en 24h correspondant à une durée de retour centennale sur des sols favorisant le ruissellement). ■



Risques industriels et technologiques

Sur le territoire, de nombreuses entreprises sont Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Les industries qui présentent des dangers graves pour les populations environnantes sont dites SEVESO (d'après la Directive Européenne du même nom).

On recense trois établissements Seveso sur le périmètre d'étude:

deux dit "à Haut risque", à Flines-lez-Râches (NITRO BICKFORD) et Beuvry-la-Forêt (Minakem) et un dit "à risque (seuil bas)" à Rosult (ACGR).

En Belgique, deux sites "à risque (seuil bas)" sont recensés, dans le village de Wiers sur la commune de Perwuelz, et le village de Calonne sur la commune d'Antoing (hors Parc).

Ces établissements sont surtout des industries de la chimie et parachimie qui présentent une toxicité en cas d'inhalation de gaz, d'incendie / explosion et de contamination des eaux ou des sols.

Sites pollués

On dénombre 555 sites dans la base de données BASIAS, inventaire historique des anciens sites industriels 1770-1970, localisés principalement autour de Valenciennes, Denain et Saint-Amand-les-Eaux. La majorité est située autour de l'axe de l'Escaut.

De nombreux sites sont issus de l'activité minière, appartenant aux anciennes Houillères du bassin du Nord-Pas-de-Calais (HBNPC) aujourd'hui repris par l'Etablissement Public Foncier (EPF).

Parmi ces sites, certains sont recensés au niveau de l'aquifère "vulnérable" (cf. Pôle de compétences sites et sols pollués - 2005) ou situés à proximité d'un captage d'alimentation en eau potable.

Puits de mines / affaissements miniers

Les affaissements miniers n'ont pas été constants en tous points de la surface et par ailleurs ont été étalés dans le temps. Dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, ces mouvements en surface ont fait l'objet d'études de la part de Charbonnages de France. D'après elles, ils se seraient produits dans un délai maximal de 5 ans (surtout la première année) après la fin des travaux d'exploitation du sous-sol. L'exploitation minière ayant complètement cessé depuis 1990, l'essentiel des affaissements consécutifs à l'exploitation aurait eu lieu. Néanmoins, les visites de terrain attestent de mouvements récents. Par la modification de la topographie, les affaissements ont eu également un effet sur l'hydraulique de surface.

Dans le cadre des procédures de sortie de concessions minières, les risques résiduels présentés par chaque puits ont été étudiés et des travaux complémentaires ont été entrepris suivant les résultats de cette analyse.

Les puits de mine arrêtés ont été traités par remblayage (total ou partiel), puis couverts d'une dalle de béton armé. Ils ont été contrôlés par Charbonnages de France aujourd'hui repris par le BRGM. Les risques de ces puits abandonnés sont rares mais ne peuvent être ignorés (émanation de grisou, déstabilisation du terrain ...)

D'autre part, des mesures ont été engagées :

- des périmètres d'intervention et de protection destinés à préserver la périphérie de chaque puits ont été définis. Le premier périmètre (d'un rayon minimum de 15 m) est réservé à un espace d'intervention de travaux et de surveillance de la part de Charbonnages de France. Le second périmètre (rayon \geq à 15 m) est délimité en fonction de la géologie et des risques étudiés autour du puits. Ces périmètres sont mentionnés dans les documents d'urbanisme.

- une surveillance a été établie par Charbonnages de France concernant le niveau des remblais et la présence de grisou.

Stations de relevage des eaux / Risques de panne et d'inondations

L'exploitation minière en perturbant les conditions topographiques et hydrographiques initiales, a entraîné dans certaines zones de fortes répercussions sur les écoulements des eaux pluviales et des cours d'eau, en limitant ainsi leur possibilité d'évacuation naturelle gravitaire.

Pour pallier à ces problèmes, dans ces zones, des Stations de Relevage des Eaux (SRE) ont été installées par Charbonnages de France afin de relever ces eaux vers leurs exutoires "naturels" que sont la Scarpe et l'Escaut.

Une zone de protection a été définie, pour chacune des SRE. Ces "zones protégées" correspondent aux zones dépressionnaires qui seraient en eau, si les SRE n'existaient pas. ■



Voir aussi

- p.84 - Usages des eaux souterraines
- p.86 - Gestion des eaux superficielles

Risques industriels

Sites SEVESO

- Haut risque
- Seuil bas

Nombre de sites pollués repertoriés par commune

- aucun site pollué
- de 1 à 5 sites pollués
- de 6 à 10 sites pollués
- de 11 à 50 sites pollués
- de 51 à 100 sites pollués
- de 101 à 108 sites pollués

- Périmètre d'étude transfrontalier
- - - Frontière franco-belge
- Limites communales

0 2 4 km
BD carto - IGN® - Paris - 2004
BRGM - 2006
PNR Scarpe-Escaut® - 2007
PN Plaines de l'Escaut - 2006

Risques de submersion et risques technologiques

- Sols soumis aux risques de submersion (nappe alluviale)
- Stations de relevage des eaux (Charbonnages de France - BRGM)
- Zones protégées des stations de relevage des eaux
- Périmètre d'étude

0 2 4 km
BD carto - IGN® - Paris - 2004
DRAF - 2007
PNR Scarpe-Escaut® - 2007
BRGM - 2006

Risques naturels

- Plan de Prévention des Risques Inondation prescrit (13/12/2001)
- Atlas des zones inondables réalisé
- Zones inondées en 1993-1994
- 1 arrêté préfectoral pour risque d'inondation par remontée de nappe
- 3 arrêtés préfectoraux pour risque inondation (crue, ruissellement et coulée de boue) et mouvement de terrain
- Périmètre d'étude
- Limites communales

0 2 4 km
BD carto - IGN® - Paris - 2004
PNR Scarpe-Escaut® - 2007
DDE